

# OFFENSIVES

LE JOURNAL DES COMMUNISTES

Journal édité par  
la fédération du PCF 13  
280, rue de Lyon  
13005 Marseille  
www.bdr13.pcf.fr



## L'ÉDITO

Par Pierre  
Dharréville  
Secrétaire  
départemental  
du PCF 13



**NE NOUS  
LAISSONS  
PAS FAIRE PAR  
LES MARCHÉS  
FINANCIERS !**

A longueur d'antenne, ils viennent nous faire la leçon. Il faut se serrer la ceinture. Il faut accepter leur austérité. Il faut subir leur rigueur. Les mots tournent en boucle. C'est la crise. Elle justifie tout. Mais leurs remèdes sont toujours les mêmes : réduire nos droits, faire pression sur nos salaires, accepter les suppressions d'emplois dans le public comme dans le privé, privatiser à tour de bras... Et secourir les banques, à chaque étape. La crise, pour eux, est un choix de société ! Nicolas Sarkozy a plus que jamais placé la France sous la domination des marchés financiers. Il leur obéit au doigt et à l'œil. Cette austérité, qui provoque une crise sociale et une régression de civilisation inédites, ils veulent la faire passer comme une lettre à la Poste et sont prêts à tout pour que leurs amis puissent continuer leur Monopoly. Dans ce climat politique, marqué par les affaires judiciaires, ils veulent continuer à décider seuls, à notre place. L'extrême droite entend faire prospérer son fantasme raciste sur la colère sociale dont elle se moque éperdument. Il y a de vraies solutions face à la crise si on change complètement de logique. C'est ce que veulent les communistes avec le Front de gauche. Agissons dès aujourd'hui. Et ne ratons pas l'occasion de 2012. La politique, prenons-la en main !



Le Front de gauche réuni sur la grande scène de la Fête de l'Humanité le 18 septembre dernier

## UN FRONT DE GAUCHE EN ORDRE DE MARCHÉ POUR UN VRAI CHANGEMENT

**En cette période de difficultés accrues pour notre peuple, victime de choix politiques qui lui font payer la folie des marchés financiers, la dynamique du Front de Gauche est plus que jamais nécessaire pour préparer les échéances électorales de 2012.**

D'ores et déjà, Jean-Luc Mélenchon est en campagne avec un large collectif de personnalités pour débattre, expliquer, faire connaître nos propositions, affiner notre programme. Nous devons tous prendre part à cette campagne car l'enjeu de l'alternative politique est énorme. Il est une chose de rejeter la politique de Sarkozy, il est une autre d'inventer des chemins nouveaux. Ce ne sont pas seulement les solutions qu'on nous propose aujourd'hui qui sont mauvaises, c'est avant tout la manière de penser la société qu'il faut révolutionner.

Le PCF, les forces partenaires du Front de Gauche mettent partout la dernière main aux candidatures qui seront porteuses de cet élan pour les élections législatives. Parce que ce sont nos parlementaires, nos députés,

qui seront en première ligne pour abroger les dispositifs législatifs qui privilégient toujours « les amis du Fouquet's » et pour voter des lois qui répondent réellement aux besoins de nos concitoyens, avec une seule règle d'or : l'humain d'abord.

### Des candidats à l'image de notre démarche

Dans notre département, les candidats présentés par le Front de gauche seront à l'image de la démarche qui l'anime : esprit rassembleur dans le respect de chaque partenaire, parité, renouvellement, mixité sociale telle qu'elle existe dans nos communes et nos quartiers. Notre ambition est grande partout, que nous soyons en position de l'emporter, d'être présents au second tour ou de progresser significativement. Forces de proposition et combattifs, les communistes vont compter au cœur de la dynamique du Front de Gauche dans cette grande bataille pour une vraie alternative en 2012.

★ **François Orillard,**  
en charge des élections du PCF 13



**Le programme du Front de gauche à la présidentielle et aux législatives 2012 disponible auprès des militants communistes et sur [www.bdr13.pcf.fr](http://www.bdr13.pcf.fr)**

# Une règle en or pour les riches, l'austérité pour les autres !

*Le gouvernement Fillon, dans sa soumission aux marchés financiers, a trouvé le moyen le plus simpliste pour leur obéir : une règle en or pour le capital.*

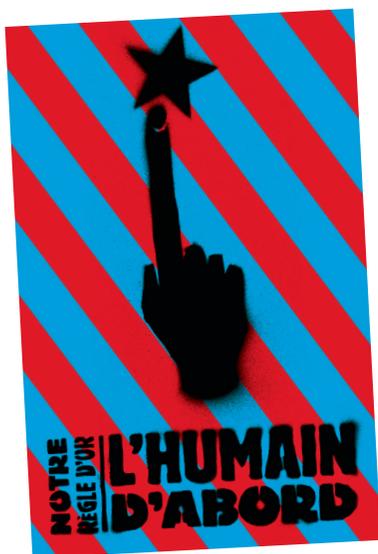
Chaque gouvernement européen s'engage avec solennité à réduire son déficit budgétaire à la hache. Car l'avenir d'un pays dépend à présent de sa rentabilité selon les critères des marchés financiers et du bon vouloir d'un gouvernement à laisser ce pays se faire piller.

Avec la mal-nommée règle d'or, il s'agit en réalité de priver l'Etat de sa capacité à mener toute politique économique et sociale en lui imposant dans la Constitution de produire des budgets non déficitaires. L'évidence serait d'abord de se poser la question de l'origine du déficit. Depuis une vingtaine d'années, au nom de la compétitivité, les gouvernements successifs ont méthodiquement de privé notre pays des recettes fiscales nécessaires : niches fiscales, exonérations de cotisations patronales,

suppressions de la taxe professionnelle, etc. Si l'Etat récupérerait simplement tous ces cadeaux faits au capital, son budget serait certainement excédentaire et permettrait de mener une politique économique et industrielle digne de ce nom. Avec des effets positifs sur l'emploi et donc de nouvelles recettes pour l'Etat. Mais le gouvernement préfère réduire les dépenses en saignant à blanc la fonction publique, en privatisant progressivement la protection sociale, l'école, les infrastructures et entreprises publiques... pour que les mêmes - grands groupes du Cac40 et banques - qui, depuis des années se sont engraisés en spéculant sur les marchés financiers avec la dette de l'Etat, puissent s'approprier des pans entiers de ce qui relève du bien commun.

Un gouvernement doit-il servir une caste de nantis ou répondre aux besoins des citoyens ? L'année électorale qui s'ouvre peut être l'occasion de régler en partie cette question.

★ **Jean-Michel Borriello**,  
en charge de l'économie et des entreprises du PCF 13



## Fralib

### BIEN PLUS QU'UNE SIMPLE LUTTE !

Quelque chose ne tourne plus rond au royaume d'Unilever. Cette multinationale, un des leaders mondiaux de l'agroalimentaire, propriétaire d'une multitude de marques a vu en 2010 ses bénéfices augmenter de 26% en 2010. Insuffisant pour les actionnaires qui ont décidé de réduire les coûts de production en faisant fabriquer leurs produits là où les salaires sont les plus bas et les employés les moins organisés. La « solution » trouvée : délocaliser l'usine Fralib de Gémenos en Pologne ! C'était sans compter la détermination des 182 salariés du site spécialisé dans le conditionnement des thés et infusions Lipton et Éléphant. Car l'usine est plus que rentable et n'a cessé de rapporter des profits qu'Unilever s'est empressé d'envoyer en Suisse.

Les salariés proposent un plan alternatif pour pérenniser la production dans l'usine qu'ils occupent. Si Unilever veut partir, qu'il parte ! Mais la marque Éléphant,

française et plus que centenaire, doit rester à Gémenos et se développer en s'intégrant aux autres secteurs économiques de la Région. Ce maintien serait aussi l'occasion de relancer la production de plantes aromatiques cultivées en Provence.

Les Fralib demandent simplement qu'Unilever reverse à la future société les 300 millions d'euros qu'elle a sciemment évité de payer au fisc français.

Indépendamment de son aspect exemplaire, la lutte pour l'Éléphant provençal démontre que le maintien de l'outil industriel sur un territoire passe par une réflexion sur le sens de l'ancrage d'une activité sur ce territoire. Une réflexion élargie à la question du pouvoir de décision dans l'entreprise et de l'appropriation au moins partielle des moyens de production.

★ **Jean-Michel Borriello**



**TOUS MOBILISÉS  
LE 11 OCTOBRE !  
À 10h30 sur le Vieux-Port  
à Marseille**

**Journée unitaire,  
interprofessionnelle  
et nationale  
pour nos emplois,  
nos salaires, l'école,  
la formation, face à la  
crise et aux politiques  
européennes  
d'austérité**

## CETTE DROITE QUI DÉSHONORE LA RÉPUBLIQUE

Les réactions de Jean-Marc Coppola\* sur les dernières offensives de l'UMP marquant la volonté de la majorité d'aller plus loin dans la transformation réactionnaire de la société française.

**Thierry Mariani a instrumentalisé la lutte contre la fraude pour stigmatiser les allocataires sociaux. Qu'en est-il réellement ?**

« **Jean-Marc Coppola.** Thierry Mariani a encore perdu l'occasion de se taire. Il oublie étrangement de parler des quelque 191 millions d'euros de fraudes aux prélèvements, c'est-à-dire de cotisations sociales non versées aux caisses de la Sécurité sociale par les employeurs. En réclamant la mise en place d'un fichier national des allocataires sociaux, le fondateur de la Droite populaire confirme son rôle d'aiguillon réactionnaire du gouvernement et de la majorité UMP. N'omettrait-il pas les petits arrangements entre amis des Bettencourt, Woerth, Lagarde et Tapie ? Si chasse aux fraudeurs il doit y avoir, c'est d'abord du côté des amis du pouvoir qu'il faut regarder.

**La rentrée a été marquée par une polémique sur l'identité sexuelle. Que se cache-t-il, selon vous, derrière cette opération ?**

« **J-MC.** Deux députés UMP de la Région ont pris la tête d'une croisade réactionnaire pour le retrait de manuels scolaires de Sciences et Vie de la Terre évo-

quant la construction de l'identité sexuelle. Nous ne sommes plus au Moyen-Âge ! Et les réalités sociales du 21ème siècle ne s'apprennent pas dans la Bible. Car c'est sous l'influence de la direction de l'enseignement catholique que ces parlementaires ont tenté de mettre la pression sur le ministère de l'Éducation nationale. Or l'État doit se montrer un garant irréprochable de la laïcité, principe essentiel de notre République régulièrement entravé. A quand une proposition de loi pour remettre au goût du jour les autodafés ?

**Claude Guéant a accusé les Comoriens de Marseille d'être à l'origine de beaucoup de violence. Quelle est votre réaction ?**

« **J-MC.** Mon premier geste a été de soutenir les personnes insultées par l'État français et de rencontrer des associations de Comoriens marseillais. Il n'est pas nouveau que M. Guéant franchisse la ligne brune mais cette fois-ci le ministre du Racisme d'État a définitivement quitté le camp républicain. Les colleurs d'affiche du FN abattaient les Comoriens dans le dos, lui les flingue à la radio. Non seulement les statistiques ethniques sont hors-la-loi mais la pensée qui se fonde sur un quelconque déterminisme ethnique est bannie de notre civilisation depuis la barbarie nazie. L'opération de stigmatisation de la première ville populaire de France continue.

★ **Propos recueillis par Ludovic Tomas.**

\* Jean-Marc Coppola est vice-président de la Région PACA et conseiller municipal de Marseille.

## NOS ÉLUS ONT DE LA GUEULE !

« Je suis consternée par le manque de responsabilité et le cynisme avec lesquels les pouvoirs publics traitent la situation des Roms de Marseille. Des solutions rapides et peu coûteuses peuvent être mises en œuvre pour sortir du dénuement ces citoyens de l'Union européenne. Ni la Ville ni la Préfecture ne peuvent cautionner et encore moins se rendre actrices d'une telle détresse et se doivent au contraire de proposer un relogement d'urgence à ces femmes, ces personnes âgées et ces enfants en souffrance. »

La sénatrice **Isabelle Pasquet** au Préfet des Bouches-du-Rhône

« Plutôt que de chercher à responsabiliser les banques, vous persistez à vouloir faire payer la facture de la crise aux peuples. Alors que plus de 8 millions de nos concitoyens vivent sous le seuil de pauvreté, les rémunérations des plus riches ne cessent d'augmenter. Les deux tiers de vos réductions d'impôts ont bénéficié aux 10% des foyers les plus aisés. Les grandes entreprises et les foyers les plus favorisés ont bénéficié de près de 35 milliards d'euros de baisses d'impôts depuis 2002 dont 10 milliards depuis 2007. »

Le député **Michel Vaxès** à François Fillon

« Pour la deuxième année consécutive et en toute illégalité, le gouvernement a décidé de ponctionner de 300 millions d'euros le budget du Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels, remettant en cause l'existence même de ce dispositif paritaire d'aide à la formation continue des chômeurs et des salariés. Ce racket illustre la manière dont Monsieur Sarkozy et ses amis entendent faire payer la crise à ceux qui en sont victimes : les salariés et les privés d'emploi. »

**Nathalie Lefebvre**, vice-présidente de la Région PACA

# PALESTINE, UN ETAT... D'URGENCE !

→ Les Palestiniens appellent à une large mobilisation pour soutenir leur demande d'adhésion à l'ONU. Le PCF répond présent.

La vague des révolutions arabes a relancé l'espoir du peuple palestinien. Et l'accord de réconciliation Hamas/Fatah avec le parrainage de l'Égypte a le mérite de redonner une unité aux Palestiniens. A l'heure où nous imprimons notre journal, nous ne connaissons pas encore la réponse à la demande de l'Autorité palestinienne d'adhésion à l'ONU. Cette requête légitime met chaque Etat membre devant ses responsabilités. La reconnaissance internationale de l'Etat palestinien sur la base des frontières de 1967 en ferait un Etat sous occupation. Une idée qui rend Netanyahu fébrile dans un contexte où le mouvement social en Israël est loin de s'essouffler et remet en cause les budgets astronomiques alloués aux colons et à l'armée.

## La France choisira-t-elle la paix ?

Cette reconnaissance poserait avec acuité l'illégalité du blocus de Gaza, celle des 300 000 colons en Cisjordanie qui contrôlent la moitié des ressources d'eau, de Jérusalem Est avec ses 200 000 colons, du partage de la vallée du Jourdain entre colons et armée, du « mur de la honte », des 11 000 prisonniers politiques...

Afin d'assurer un règlement définitif, juste et durable fondé sur le droit international, **la France et l'Union**



**européenne doivent prendre l'initiative en reconnaissant sans attendre l'Etat palestinien dans les frontières d'avant la guerre de 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale et en votant l'adhésion à l'ONU.** La plupart des Etats latino-américains l'ont déjà reconnu. La France tiendra-t-elle ses promesses ? Fera-t-elle le choix de la paix au Proche-Orient ?

Les Palestiniens sont à l'offensive, il faut les soutenir: signez la pétition en ligne sur [www.pcf.fr](http://www.pcf.fr), boycottez les produits des colonies. La mobilisation internationale comptera pour beaucoup pour que la Palestine devienne le 194<sup>e</sup> Etat libre et indépendant.

★ **Josiane Durrieu**, en charge de l'international du PCF 13

## LES RAPACES PLANENT SUR LA LIBYE

Alors que la guerre en Libye est loin d'être finie, les rapaces capitalistes veulent déjà se partager le gâteau et, en premier lieu, la France. Sous le motif officiel d'une aide au peuple libyen se cache le vrai visage de la conférence de Paris : mettre la main sur les richesses (gisements de gaz et de pétrole) et les marchés juteux de la reconstruction. La Libye possédant les plus importantes réserves de pétrole d'Afrique, la France aurait signé un accord avec le Conseil National de Transition qui nous attribut 35% du brut libyen. Piller les ressources naturelles et tenter de stopper toute velléité démocratique et progressiste du peuple afin de le soumettre à la loi des marchés financiers, voilà les véritables motifs de l'entreprise guerrière de Sarkozy et de son gouvernement.

Les Libyens sont en train de se faire voler leur révolution ! Que restera-t-il des aspirations à une vie meilleure, à la liberté, à la démocratie ? Les règlements de comptes, les violences et les pillages témoignent d'une insécurité et d'une déstabilisation grandissante à l'irakienne. Nicolas Sarkozy et le Secrétaire général de l'OTAN ont annoncé la poursuite des bombardements.

**Le PCF demande l'arrêt de ces opérations militaires et le retrait des forces étrangères.**

★ **Josiane Durrieu**

## ... J'adhère au PCF



Pour défendre l'emploi et nos retraites

Elisa et Olja passent à l'offensive !

Elles adhèrent au PCF 13

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_



Fédération du PCF 13 : 180, rue de Lyon 13005 Marseille  
 Tél. : 04 95 05 10 10 - E-mail : [contact@bdr13.pcf.fr](mailto:contact@bdr13.pcf.fr)  
 Web : [www.bdr13.pcf.fr](http://www.bdr13.pcf.fr)



